

## Pétition sur les politiques climatiques du Canada

### **Kristina Michaud exige que le gouvernement canadien adopte des mesures de réduction des gaz à effet de serre plus musclées**

Ottawa, lundi 15 mars 2021 – La députée d'Avignon–La Mitis–Matane–Matapédia a déposé une pétition à la Chambre des communes pour demander au gouvernement du Canada de faire sa juste part pour la justice climatique. La pétition lancée par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et marrainée par Kristina Michaud a recueilli un total de 3525 signatures.

« Je suis très heureuse de constater que des citoyennes et citoyens sont réellement engagés à vouloir forcer la main du fédéral pour qu'il adopte des mesures de réduction des gaz à effet de serre (GES) plus musclées. La crise climatique est bien réelle et il est urgent que le gouvernement en prenne acte en resserrant les lois et les règlements en matière de protection de l'environnement. L'heure n'est plus aux belles paroles écologiques libérales, l'heure est à la responsabilisation du Canada en matière de justice climatique », a déclaré la bloquiste.

### **La pétition déposée par la députée d'Avignon–La Mitis–Matane–Matapédia se lit comme suit :**

Attendu que :

Les politiques climatiques actuelles du Canada sont nettement insuffisantes pour limiter le réchauffement global moyen à 1 °C et nous placent plutôt sur la voie d'un réchauffement aux conséquences catastrophiques qui se situerait entre 3 °C et 4 °C, et que le Canada est un des principaux pays responsables du réchauffement climatique;

Nous, soussignés, citoyennes et citoyens, résidentes et résidents du Québec, demandons au Gouvernement du Canada de faire sa juste part pour la justice climatique :

- en annonçant la mise en place d'une cible de réduction des gaz à effet de serre (GES) cohérente avec la science du climat et visant une réduction d'au moins 45 % d'ici 2030 (par rapport à 2010);
- en mobilisant au moins 4 milliards de dollars par année, à partir de 2020, pour financer des activités d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques dans les pays du Sud -où vivent les populations les plus touchées et les plus faibles émettrices de GES;
- en soutenant plus efficacement le leadership des femmes, et des femmes autochtones en particulier, par l'application d'une approche féministe dans les plans de financement en matière d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques;
- en intégrant aux futures politiques climatiques les principes de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, et notamment le droit au consentement libre, préalable et éclairé sur l'exploitation des ressources situées sur leurs terres ou leurs territoires au Canada et à l'étranger.

« Nous surveillerons avec intérêt l'annonce possible de la part du Canada d'une nouvelle cible de réduction des GES plus ambitieuse pour 2030, dans le cadre du Sommet international sur le climat qui sera organisé par les États-Unis le 22 avril prochain », affirme la directrice générale de l'AQOCI, Michelle Asselin.

« J'espère que le gouvernement libéral réalisera que les Québécoises et les Québécois ont à cœur la protection de l'environnement, qu'ils sont mobilisés et qu'ils s'attendent à des changements en profondeur dans la façon de concevoir la lutte aux changements climatiques. Le Québec est un leader en matière d'environnement, le fédéral devrait s'inspirer de ce qui se fait chez nous et cesser de vouloir plaire à tout prix aux industries polluantes que sont les pétrolières et gazières de l'ouest du Canada », conclut Kristina Michaud.